

CAHIER DES CHARGES

PORT D'ERQUY

Création et renouvellement des mouillages pêche

MAÎTRE D'OUVRAGE

Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor

16 Rue de Guernesey
CS 10514
22005 Saint-Brieuc Cedex

MAÎTRE D'ŒUVRE

Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor

16 Rue de Guernesey
CS 10514
22005 Saint-Brieuc Cedex

SOMMAIRE

1	OBJET DU CONTRAT.....	3
1.1	Objet du présent cahier	3
1.2	Présentation	3
1.3	Durée du marché	4
2	RAPPELS CCAP, DISPOSITIONS ET PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1	Pouvoir adjudicateur.....	4
2.2	Allotissement et Décomposition du contrat.....	4
2.3	Documents à fournir par l'entrepreneur du présent lot pour la consultation	4
2.4	Planning	5
2.5	Visite préliminaire	5
2.6	Direction des travaux – Achat.....	6
2.7	Prescriptions	7
2.8	Engagements du titulaire du marché	9
2.9	Pénalités	9
2.10	Conditions de résiliation, suspension et de substitution	10
2.11	Litiges	11
3	DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES MOUILLAGES	11
3.1	Quantité	11
3.2	Caractéristiques techniques – Nouveaux mouillages.....	11
3.3	Emplacements nouveaux mouillages	12
3.4	Renouvellement des éléments constituant les mouillages.	12
3.5	Option n°1 : Déplacement des mouillages M70 / M71	13
3.6	Option n°2 : Repositionnement du mouillage M22.....	13
3.7	Option n°3 : Relevé GPS.....	13
3.8	Garanties	13
3.9	Réception.....	13

Nota : L'ensemble du cahier des charges doit être parafé en bas de chaque page puis signer par le représentant légal du candidat, avec tampon de l'entreprise.

1 **OBJET DU CONTRAT**

1.1 **Objet du présent cahier**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les prescriptions techniques relatives aux opérations suivantes :

- La création de trois (3) nouveaux emplacements de mouillage.
- Le repositionnement de deux (2) emplacements existants.
- La réalisation d'un relevé GPS sur l'ensemble des mouillages.
- Le renouvellement de certains composants existants.

Un audit a été réalisé en mai 2024 afin de déterminer l'état de l'ensemble des mouillages.

Ce CCTP est complété par divers plans et documents techniques annexés au dossier.

1.2 **Présentation**

La Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes-d'Armor (CCI 22), en tant que concessionnaire portuaire, assure l'exploitation, l'entretien et la maintenance de onze (11) ports départementaux et d'un (1) port régional.

Dans le cadre de sa mission de gestion portuaire, la CCI 22 est chargée de la maintenance et de l'entretien des mouillages pêche du port d'Erquy.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les conditions d'exécution, les prescriptions techniques et la nature des travaux à réaliser dans le cadre de ce marché.

Le titulaire du marché devra également prendre connaissance de l'ensemble des éléments et des dispositions générales et administratives figurant dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), ainsi que dans le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de travaux.

Afin de garantir le bon état des mouillages et de permettre l'accueil de nouveaux bateaux de pêche, des campagnes régulières d'entretien et de renouvellement sont menées.

Le présent marché a pour objet la fourniture et la pose de trois (3) nouveaux emplacements, le repositionnement de deux (2) emplacements existants, ainsi que le renouvellement de plusieurs mouillages. Ces prestations incluent la mise en décharge agréée des éléments déposés. Un relevé GPS sera également réalisé sur l'ensemble des mouillages.

Les prestations comprennent notamment :

- La création de trois (3) nouveaux emplacements, soit six (6) mouillages, incluant la reprise et le recyclage des anciens équipements.
- Le repositionnement de deux (2) emplacements existants, soit quatre (4) mouillages.
- Le renouvellement des éléments constituant les mouillages (chaînes, manilles, émerillons, etc.), avec reprise et recyclage des anciens éléments.
- La remise en lieu et place du mouillage n°22, déplacé par les conditions de mer ou toute autre cause.

- La réalisation d'un relevé GPS de l'ensemble des mouillages (soit 79 unités).

L'entreprise pourra proposer plusieurs modèles ou technologies, sous réserve qu'ils respectent les prescriptions techniques du présent cahier ainsi que les recommandations des fabricants.

1.3 Durée du marché

1.3.1 Durée du contrat

La durée du marché sera précisée à l'entrepreneur par ordre de service.

Toutefois, dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public (DSP) liant la CCI des Côtes-d'Armor au Département des Côtes-d'Armor et/ou à la Région Bretagne, et arrivant à échéance le 31 décembre 2025, le titulaire du marché s'engage à :

Accepter, sans indemnité, la substitution du pouvoir adjudicateur ou la résiliation du marché par le futur concessionnaire ou par la nouvelle autorité portuaire (Région Bretagne), conformément à l'article 2.10 du présent document.

En cas de résiliation anticipée du contrat de DSP avant l'échéance du présent marché, accepter également sans indemnité la substitution de pouvoir adjudicateur ou la résiliation du marché par le nouveau concessionnaire. (Voir article 2.10)

1.3.2 Durée des travaux

Les travaux devront impérativement être achevés au plus tard le vendredi 14 novembre 2025.

2 RAPPELS CCAP, DISPOSITIONS ET PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

2.1 Pouvoir adjudicateur

La Chambre de Commerce et d'Industrie des côtes d'Armor assure sur cette opération le statut de maître d'ouvrage et maître d'œuvre.

Chambre de Commerce et d'Industrie des côtes d'Armor
16 rue de Guernesey – CS 10514
22 005 Saint-Brieuc cedex 1
Tel : 02 96 78 62 00
E-mail : benjamin.rouault@cotesdarmor.cci.fr

2.2 Allotissement et Décomposition du contrat

- Le présent marché est constitué d'un lot unique

2.3 Documents à fournir par l'entrepreneur du présent lot pour la consultation

Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor	PORT CCI 22	4
B. ROUAULT Responsable Service Technique et Travaux	Création et renouvellement des mouillages pêche	

Avec la proposition de candidature, l'entrepreneur devra fournir tous les documents permettant de juger son offre et en particulier :

- Un bordereau détaillé des prix unitaires. Chaque phase du mode opératoire devra être dissociée (installation de chantier, fourniture des mouillages, dépose des anciens équipements, pose des nouveaux, évacuation et traitement des matériaux, etc.).
- Un mémoire technique présentant au minimum :
 - Les détails sur les mouillages proposés (fiches techniques, caractéristiques des chaînes, bouées, ancrs, corps-morts, etc.).
 - Un mode opératoire de dépose et de pose pour chaque type de mouillage, incluant les moyens nautiques et humains mobilisés, ainsi que l'estimation du temps d'intervention par poste.
 - Les mesures prises pour limiter l'impact environnemental (techniques de dépose, gestion des anciens matériaux, politique RSE de l'entreprise).
- Un planning détaillé incluant :
 - Les délais d'approvisionnement des équipements.
 - Les dates prévisionnelles d'intervention sur site.
 - La durée estimée des opérations de pose et dépose.

Nota : En cas de non-transmission d'un des éléments susmentionnés, la CCI se réserve le droit de déclarer l'offre infructueuse.

2.4 Planning

L'entreprise devra intégrer dans son offre les contraintes calendaires suivantes :

- La fin des travaux est impérativement fixée au vendredi 14 novembre 2025.
- Afin de permettre la gestion du planning portuaire d'Erquy, la date prévisionnelle d'intervention devra être communiquée au minimum un mois avant le début des travaux.
- Toute modification du planning devra être préalablement validée par la maîtrise d'ouvrage.

2.5 Visite préliminaire

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des équipements et de leur environnement afin d'appréhender au mieux les difficultés liées aux travaux et missions demandés.

Aucune plus-value ne pourra être accordée en cas de manque d'anticipation ou de mauvaise évaluation du chantier.

À l'issue des visites en phase de consultation, une attestation de visite sera remise par la CCI (Direction Technique Travaux).

Cette attestation devra être obligatoirement jointe à l'offre de l'entreprise.

En l'absence de cette attestation, l'offre pourra être déclarée non recevable.

Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor	PORT CCI 22	5
B. ROUAULT Responsable Service Technique et Travaux	Création et renouvellement des mouillages pêche	

2.6 Direction des travaux – Achat

2.6.1 Du personnel CCI

L'ensemble des missions de **Maitrise d'Œuvre et suivis de dossiers** sont assurées par le Service Technique et Travaux de la Chambre de commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor

La Chambre de Commerce et d'Industrie des côtes d'Armor
16 rue de Guernesey – CS 10514
22 005 Saint-Brieuc cedex 1
Tel : 02 96 78 62 00
E-mail : benjamin.rouault@cotesdarmor.cci.fr

Toutes demandes de la part de l'entreprise ne pourront se faire qu'auprès des personnes de la CCI 22 suivantes :

- Le Responsable Technique et Travaux CCI22 (M. ROUAULT B.)
- L'Adjoint au Responsable Technique et Travaux (M. LATIMIER S.)

Toute demande de personne extérieure à la CCI 22 ou non listé précédemment ne pourra se faire sans l'accord du personnel précédemment cité.

Toutes commandes verbales par des personnes autres (internes ou externes CCI22) que les personnes précitées ne pourront être prises en compte et honorée ou non confirmé par un bon de commande CCI22 ne sera honorée.

Nota : Toutes questions en phase de consultation des entreprises liées au présent dossier devront être transmise via la plateforme des marchés publics

2.6.2 De l'entreprise titulaire du marché

Dans son Plan d'Assurance Qualité soumis au visa du Maître d'Œuvre, l'entreprise désigne les Responsables du dossier.

Le titulaire du marché sera tenu de maintenir sur le chantier, pendant l'exécution des travaux, un responsable de chantier au courant des techniques de toutes natures employées pour l'exécution des travaux.

Le responsable de chantier sera par ailleurs, chargé de représenter l'entreprise pour recevoir notification des ordres de service et des instructions écrites ou verbales et en assurer l'exécution.

L'entrepreneur soumet au Maître d'œuvre une copie conforme des pouvoirs donnés en son nom à la personne et aux personnes qu'il a désignées pour le représenter.

L'entrepreneur doit, d'autre part, disposer sur le chantier et à tous moments d'un chef de chantier qualifié.

Si la conduite d'engin de chantier (chariots élévateurs, nacelles, grues...) s'avère nécessaire pour l'établissement des missions confiées au présent marché, le personnel de l'entreprise devra être titulaire de l'ensemble des autorisations et permis de conduite d'engin.

La maîtrise d'œuvre et le service QHSE de la CCI22 pourra demander de présenter à tous moments les justificatifs de conduite

2.6.3 Bon de commande

L'ordre de service du présent marché fera office de bon de commande pour la réalisation des prestations.

Aucune commande verbale ou non confirmée par un bon de commande officiel de la CCI 22 ne sera prise en compte ni honorée.

2.7 Prescriptions

2.7.1 Générales

Le titulaire du marché devra, préalablement à la remise de son offre, prendre connaissance de l'ensemble des plans, pièces écrites et tous les documents utiles à la réalisation des études et des travaux.

Il devra demander toutes précisions complémentaires sur ce qui lui semblerait douteux ou incomplet et assurera la vérification de la concordance des plans guides avec les documents contractuels.

Il devra avoir contrôlé toutes les indications des documents de consultation et recueilli tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Ouvrage. Aucune plus-value ne sera accordée à l'entreprise après la signature du marché, pour quelque motif que ce soit, sans accord écrit du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire du marché devra avoir pris tous renseignements complémentaires auprès du Maître d'ouvrage, mais également auprès des Services Publics, Municipalités ou Services de l'Etat si cela s'avère nécessaire.

Le titulaire du marché est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, de la consistance des travaux et des difficultés d'exécution éventuelles (travail à la marée, travail en hauteur...).

Il doit s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux.

Le présent document devra être paraphé en bas de chaque page et signé en fin de document par le responsable de la société.

En cas de litige, seul le présent CCTP fera foi. Tout oubli de l'entrepreneur, bien qu'indiqué dans le présent CCTP, sera à la charge exclusive de l'entrepreneur. Les plans et les mémoires techniques ne seront utilisés que comme aide à la décision en cas de litige.

2.7.2 Etat des lieux

L'Entrepreneur est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, de la consistance de ses travaux et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux.

En particulier, l'Entrepreneur s'assurera pour la détermination de son prix de la qualité des installations et voiries existantes et/ou des terrains ou ouvrages en place (y compris bâtiments).

Toutes les précautions sont à prendre pour éviter des désordres aux ouvrages ou équipements voisins, qu'ils soient indiqués ou non aux plans.

L'Entrepreneur reste seul responsable de tous les dommages consécutifs à ses travaux.

L'Entrepreneur devra prendre toutes les précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents avant le commencement des travaux.

Durant le chantier et jusqu'à la réception, l'Entrepreneur devra prévoir la protection des ouvrages et/ou équipements, notamment en cas d'intervention près des dits ouvrages par une autre entreprise et de ses matériels.

Un état des lieux photographique contradictoire pourra être réalisé en début de mission. Cet état des lieux se fera sur les voiries, les ouvrages et sur les équipements indiqués ou non au présent marché (y compris grue, élévateurs, véhicules).

2.7.3 Travaux et activités connexes concomitants

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que d'autres travaux ou activités pourraient être menés en concomitance avec ceux du présent marché.

De plus, un maintien de l'activité portuaire sera réalisé pendant toute la durée du chantier. L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité pour l'éventuelle gêne occasionnée ni pour la gestion des interfaces que cela nécessite.

2.7.4 Sécurité et hygiène

Au stade de la consultation, aucun coordinateur sécurité et protection de la santé (SPS) n'a été retenu.

Dans l'attente de la nomination d'un coordinateur SPS (si nécessaire), l'entreprise pourra prendre contact à tout moment avec la responsable HSE de la CCI :

Mme Bodin Claudie

16 rue de Guernesey CS 10514

22 005 St Brieuc Cedex

Tél : 02.96.78.62.15

Mobile : 06.81.00.02.44

Email : Claudie.bodin@cotesdarmor.cci.fr

L'ensemble des entreprises auront l'obligation de fournir un **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**.

La sécurité du chantier sera assurée par la signalisation et la protection de l'entrepreneur, selon les directives données par le Maître d'Œuvre et selon la réglementation en vigueur.

La signalisation sera adaptée afin d'assurer la sécurité des ouvriers ainsi que des usagers du port. Elle devra suivre l'évolution des risques et de l'avancement des travaux.

L'entrepreneur est tenu de se conformer à toutes dispositions légales et réglementaires en vigueur sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs du chantier.

Il doit veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour l'emploi des blindages, appareils de levage et tous les engins mécaniques utilisés sur le chantier. Il est responsable des accidents qui peuvent survenir à ses ouvriers et aux tiers.

2.8 Engagements du titulaire du marché

2.8.1 Prix

Les prix sont définis fermes et actualisés selon les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (indice BT, indices TP, ou tout autre indice auquel la prestation se rattache). Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix de chaque tranche optionnelle seront actualisés dans les mêmes conditions.

Circonstances imprévisibles : En cas de circonstances imprévisibles, telles qu'une hausse significative des coûts des matériaux (y compris câbles, chaînes, ancrages, etc.) ou de la main-d'œuvre, les prix peuvent être révisés. Toutefois, cette révision ne pourra excéder 50 % de la valeur initiale du marché, et le titulaire devra justifier l'imprévisibilité par un rapport validé par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Aucune autre plus-value ne sera accordée, quel qu'en soit le motif, notamment en cas d'augmentation du coût des matériaux (câbles, ancrages, chaînes, systèmes de fixation, etc.), de mauvaise appréhension du chantier, modification du mode opératoire, conditions météorologiques, augmentation du coût de la main-d'œuvre, du transport, ou tout autre facteur similaire.

2.8.2 Caractéristiques conformités et normes

L'entreprise devra s'engager à fournir, installer et remplacer les équipements de mouillage (ancrages, chaînes, câbles, bouées, etc.) conformément aux caractéristiques techniques et aux options définies au paragraphe 3 du présent cahier des charges.

L'ensemble des équipements de mouillage devra être conforme aux normes en vigueur relatives aux systèmes de mouillage pour les installations portuaires et maritimes. Ils devront être adaptés aux conditions locales, notamment la résistance aux conditions environnementales et aux contraintes mécaniques spécifiques liées au type de port ou de zone de mouillage.

En cas de non-respect de ces engagements, la CCI pourra exiger :

La mise en conformité des équipements aux frais du titulaire du marché.

L'application de pénalités (voir article 2.9 "Pénalités").

2.9 Pénalités

2.9.1 Pénalité pour retard de livraison

En cas de retard sur les délais de livraison des équipements de mouillage (ancrages, chaînes, câbles, bouées, etc.), la CCI 22 appliquera des pénalités de retard fixées à 50 €/jour calendaire de retard, dans la limite de 20 % du montant total du marché.

2.9.2 Pénalité pour non-respect des engagements

En cas de non-respect de l'un des engagements mentionnés dans le présent cahier des charges, notamment en ce qui concerne la conformité des équipements de mouillage, la qualité des matériaux fournis ou les délais d'installation, la CCI 22 se réserve le droit d'appliquer des pénalités équivalentes à **10 % du montant total du remplacement des équipements de mouillage** par an ne respectant pas les engagements susmentionnés.

Ces pénalités devront être réglées par remboursement auprès de la CCI 22.

2.10 Conditions de résiliation, suspension et de substitution

Révocation pour inexécution des conditions techniques

Si le titulaire du marché ne respecte pas l'une des conditions générales, particulières, spécifiques ou techniques du présent marché, celui-ci pourra être résilié sans indemnité, un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

De même, en cas de faute lourde du titulaire, et après un avertissement notifié par écrit, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

Sont considérées comme fautes lourdes :

- Le non-respect répété des exigences du présent cahier des charges
- Le non-respect répété des plannings et délais d'intervention et de livraison
- Des entraves répétées à la sécurité portuaire
- Le non-respect des réglementations applicables
- Toute pollution du site

En cas de révocation pour inexécution des conditions techniques, le titulaire devra indemniser la CCI 22 à hauteur de 20 % du montant total du marché notifié sur l'ordre de service et/ou l'acte d'engagement et/ou le bordereau des prix, sans possibilité de contestation.

Résiliation à la demande du titulaire du marché

Le titulaire peut à tout moment demander la résiliation du présent marché. Dans ce cas, il devra en informer la CCI 22 par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard deux mois avant le 31 décembre de chaque année.

Si la résiliation est demandée par le titulaire, celui-ci devra indemniser la CCI 22 à hauteur de 20 % du montant total du marché notifié sur l'ordre de service et/ou l'acte d'engagement et/ou le bordereau des prix, sans possibilité de contestation.

Les délais de résiliation mentionnés ci-dessus ne pourront être modifiés que par accord écrit entre les deux parties.

Résiliation à la demande de la CCI 22

La CCI22 pourra demander à tout moment, et pour toute raison, la résiliation du présent marché, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Cependant, si la résiliation intervient après le 1er août 2025 pour une raison autre que le non-respect des conditions générales, particulières, spécifiques ou techniques du marché, le titulaire pourra prétendre à une indemnisation dans la limite de 5 % du montant total du marché notifié sur l'ordre de service et/ou l'acte d'engagement et/ou le bordereau des prix, sans possibilité de contestation par la CCI 22.

Substitution

En cas de résiliation anticipée du contrat de délégation de service public (concession portuaire) attribué à la CCI22 et conclu entre la Région Bretagne et/ou le Conseil Départemental des Côtes d'Armor avec la CCI des Côtes d'Armor, avant le terme du présent marché, le titulaire s'engage à accepter la substitution du pouvoir adjudicateur.

2.11 Litiges

En cas de litige, seul le présent cahier des charges fera foi.

Tout conflit relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèvera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Rennes.

3 DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES MOUILLAGES

3.1 Quantité

Tranche ferme :

- Déplacement des mouillages M64 et M65 vers M64 Bis et M65 Bis
- Création des mouillages M74 / M75 et M76 / M77 et M78 / M79
- Renouvellement des éléments constituant les mouillages.

Option n°1 :

- Déplacement des mouillages M70 et M71 vers M70 Bis et M71 Bis

Option n°2 :

- Repositionnement du mouillages M22

Option n°3 :

- Réalisation d'un relevé GPS de l'ensemble des mouillages.

3.2 Caractéristiques techniques – Nouveaux mouillages

3.2.1 Corps mort

- La fourniture, le transport, la pose et l'ensouillage d'un corps mort en béton d'un poids unitaire de 3 tonnes.

3.2.2 Chaîne de bas-fond

- La fourniture, le transport et la pose d'une chaîne de bas-fond de diamètre 32 mm, d'une longueur de 4,00 m.
- Y compris la fourniture et la mise en œuvre d'une manille lyre adaptée pour le pied de mouillage.

3.2.3 Partie supérieure de mouillage

Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor	PORT CCI 22	II
B. ROUAULT Responsable Service Technique et Travaux	Création et renouvellement des mouillages pêche	

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de la partie supérieure du mouillage, composée de :
 - Une chaîne de diamètre 26 mm, d'une longueur de 13,00 m.
 - Une manille lyre basse,
 - Une manille lyre intermédiaire, avec chaîne d'amarrage de diamètre 26 mm, d'une longueur de 3,00 m, destinée à l'amarrage des navires.
 - Une manille lyre haute + émerillon pour l'accroche d'une bouée de type A6, d'une capacité approximative de 250 litres, adaptée à l'identification des mouillages.

3.3 Emplacements nouveaux mouillages

3.3.1 Coordonnées GPS

Les coordonnées GPS seront fournies au format PDF et Excel (voir annexes).

Le déplacement des mouillages M64/M65 et M70/M71, ainsi que la création des mouillages M74 à M79, devront respecter les coordonnées GPS transmises, tout en assurant l'alignement avec les mouillages existants.

L'objectif est d'harmoniser l'ensemble du plan de mouillage et d'éviter tout croisement des chaînes.

Toute modification significative de l'emplacement des mouillages devra impérativement être validée par le Service Travaux avant exécution.

3.4 Renouvellement des éléments constituant les mouillages.

Une inspection a été réalisée par l'entreprise Bretagne Plongée le 21/05/2024, afin de contrôler l'état des mouillages existants (rapport joint en annexe).

Selon le rapport, l'ensemble des chaînes de bas-fond est en bon état et ne nécessite aucune intervention.

En revanche, la partie supérieure de plusieurs mouillages présente un état dégradé. D'après l'audit, 17 mouillages ne sont pas conformes aux normes en vigueur.

Pour chacun de ces 17 mouillages, les travaux suivants sont à prévoir :

- Le remplacement de 13,00 mètres de chaîne Ø26.
- Le remplacement de l'ensemble des manilles lyre et émerillons.
- La pose d'une nouvelle bouée sur le mouillage M40.

Par ailleurs, les mouillages M47 à M51 n'ayant pas été contrôlés lors de la campagne précédente, une inspection est à réaliser cette année.

Toutefois, seuls les mouillages M47 à M49, appartenant à la CCI, pourront faire l'objet de travaux si nécessaire.

Les mouillages M50 et M51, n'étant pas sous la responsabilité de la CCI, ne seront pas concernés par le présent marché.

3.5 Option n°1 : Déplacement des mouillages M70 / M71

Les mouillages M70 et M71 seront déplacés afin de garantir un espacement suffisant avec les mouillages M78 et M79.

Conformément au rapport d'inspection de 2024, les éléments constituant ces mouillages sont en bon état et ne nécessitent pas de remplacement.

En conséquence, les deux mouillages seront désensouillés de leur emplacement actuel, puis réensouillés à leurs nouveaux emplacements, en suivant le même procédé que pour des mouillages neufs.

3.6 Option n°2 : Repositionnement du mouillage M22

Conformément au rapport d'inspection de 2024, les éléments constituant ce mouillage sont en bon état et ne nécessitent pas de remplacement.

Le mouillage sera donc désensouillé puis réensouillé à l'emplacement défini dans les coordonnées GPS figurant en annexe.

Cependant, l'entreprise devra veiller à l'alignement du mouillage M22 avec les mouillages M23 et M69 (existants), ainsi qu'avec les mouillages M76 et M77 (nouveaux), afin de garantir une cohérence globale et d'éviter tout croisement de chaînes.

3.7 Option n°3 : Relevé GPS

À l'issue des travaux, un relevé GPS de l'emplacement de chaque mouillage devra être réalisé.

Dans le cas où l'option n°3 ne serait pas retenue, un relevé GPS devra néanmoins être effectué pour les mouillages M64/M65, M70/M71, ainsi que pour les mouillages M74 à M79, afin de permettre leur repositionnement sur un plan.

Les coordonnées devront être fournies sous quatre formats distincts :

- GPS maritime sexagésimal (degrés, minutes, secondes).
- GPS en degrés décimaux.
- Lambert Nord Zone 1.
- Lambert 93.

Ces données devront être intégrées dans le tableau Excel fourni en annexe.

3.8 Garanties

La garantie de la pose du mouillage pendant une durée de 1 an à compter de la mise en œuvre, couvrant tout défaut lié à l'installation, y compris la stabilité, la conformité aux normes de sécurité et la résistance des équipements en place.

3.9 Réception

À la fin de l'installation du mouillage, une vérification sera effectuée par le représentant de l'entité gestionnaire pour s'assurer que la prestation a été réalisée conformément aux exigences du CCTP.

La réception des travaux sera effectuée après une vérification du bon montage des équipements (corps morts, chaînes, manilles, bouées) et de la conformité des dimensions et de la résistance des installations. Toute anomalie devra être rectifiée par le prestataire dans un délai convenu.

Un rapport de réception des travaux, incluant les caractéristiques des équipements installés, sera rédigé et signé par les deux parties à la fin de l'opération.

Lu et Accepté,

A....., le.....

L'Entrepreneur

--

Saint Brieuc, le

Le Représentant légal de la CCI22

--